1957

Coordination n° 2.)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, première chambre, aisi par le Ministre des Finances, e 27 novembre 1958, d'une demande 'avis sur un projet de loi "por- ant adaptation de la législation n matière de droits d'enregistre- ent, d'hypothèque, de greffe, de imbre et de succession, ainsi qu' n matière de taxe de circulation ur les véhicules automobiles et e taxe sur les jeux et paris", donné le 10 décembre 1958 l'avis uivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wet- geving, eerste kamer, de 27e novem- ber 1958 door de Minister van Finan- ciën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanpassing van de wetgeving betreffende de registratie-, hypo- theek-, griffie-, zegel- en succes- sierechten, en betreffende de ver- keersbelasting en de belasting op spel en weddenschap", heeft de 10e december 1958 het volgend ad- vies gegeven :

L'intitulé évoque les dispositions du projet dans l'ordre inverse de celui dans lequel elles sont traitées. Il devrait être remanié pour correspondre aux quatre sections prévues dans le texte. Il devrait, en outre, répondre plus adéquatement au contenu de la loi projetée, dont le but principal est de modifier le taux des taxes plutôt que d'adapter les règles de calcul ou d'imposition de celles-ci.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, l'intitulé suivant :

"Projet de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, la taxe sur les jeux et paris, les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de timbre, et le Code des droits de succession".

\+

\+ \+

Section 1ère.- Taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

L'article 3 du projet complète l'article 6 des lois coordonnées, en prévoyant que "la valeur du véhicule à l'état neuf est égale au prix du véhicule à l'état neuf admis ou susceptible d'être admis comme base de la perception de la taxe de luxe établie par le Code des taxes assimilées au timbre".

.../...

L'emploi des mots "susceptibles d'être admis" s'explique par le fait que certains véhicules sont exempts de la taxe de luxe tandis qu'ils restent assujettis à la taxe de circulation. Cependant tous les véhicules ont un prix dit "de catalogue", qui est fixé par le fabricant. Cet élément abstrait suffit pour reconnaître à chaque véhicule, un prix valable comme base de perception de la taxe de luxe. L'emploi du mot "susceptible" ne se justifierait que si la perception de la taxe de circulation était dépendante de celle de la taxe de luxe. Cela n'étant pas le cas, les mots "susceptibles d'être admis" peuvent être omis sans inconvénient.

A l'article 4 du projet, la deuxième phrase du nouveau texte laisse l'impression, à première lecture, que le pourcentage de taxation est de 2 p.c. pour les véhicules dont le moteur est alimenté au mazout. L'exposé des motifs précise que la taxe éventuellement calculée au taux de 2 p.c. devra encore être doublée conformément à l'article 16.

Cette précision figurerait utilement dans le texte.

Les articles de la section I du projet appellent, en outre, des modifications de forme.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 1er.-

A l'article 3, § 1er, 2°, alinéa 2, ainsi qu'aux articles 16 et 22 des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951, modifiés par la loi du 24 décembre 1957, les mots "60 p.c." sont remplacés par les mots "100 p.c.".

Article 2.-

L'article 5, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"La taxe est due, selon le cas, en raison de la puissance du moteur, de sa cylindrée, du poids du véhicule ou de sa valeur à l'état neuf".

Article 3.-

L'article 6 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"La valeur du véhicule à l'état neuf est égale au prix admis comme base de perception de la taxe de luxe établie par le Code des taxes assimilées au timbre.

Lorsque le prix à l'état neuf d'un type de véhicule a subi des modifications au cours de l'année, le prix en vigueur au 1er janvier est seul pris en considération".

.../...

Article 4.-

L'article 7 des mêmes lois coordonnées est modifié comme suit :

1. Le littéra A est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, pour les véhicules dont la valeur à l'état neuf dépasse 125.000 francs, la taxe ne peut être inférieure à 2,5 p.c. de cette valeur. Sans préjudice de l'application de l'article 16, ce pourcentage est ramené à 2 p.c. pour les véhicules visés par cet article. Le présent alinéa n'est pas applicable aux véhicules qui bénéficient de la réduction prévue à l'article 10".

2. Aux littéras B et C, les mots "au littera A ci-dessus" sont remplacés par les mots "aux deux premiers alinéas du littera A".

Article 5.-

Les articles 1er à 4 sont applicables à partir du 1er janvier 1959".

Section II. - Taxe sur les jeux et paris.

En dehors des deux articles consacrés à l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles et à une autorisation de coordonner, la section II comprend cinq articles dont quatre modifient expressément certaines lois relatives à la taxe sur les jeux et paris et dont le cinquième (l'article 9) restera isolé, à l'état de disposition indépendante.

.../...

Cet article 9 comprend deux alinéas numérotés : le premier peut logiquement trouver sa place dans l'article 1er de la loi du 27 décembre 1938, en tant que paragraphe 1er bis; le second alinéa, qui se réfère à l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1938 et à l'article 4, § 1er, de la loi du 17 août 1948, peut être inséré dans ces deux dispositions.

Cette manière de procéder permet de raccourcir le projet et facilitera la coordination annoncée.

Les articles 6, 7 et 10 modifient l'article 1er de la loi du 27 décembre 1938 et pourraient être fondus en un seul article.

L'article 6 du projet remplace dans l'article 1er, § 1er, de la loi du 27 décembre 1938, les mots "à l'occasion de pronostics sur les matches de football" par les mots : "à l'occasion de concours de paris sur des résultats d'épreuves sportives". L'exposé des motifs précise qu'ainsi seront atteints "tous les concours de paris sur des résultats d'épreuves sportives, parmi lesquels on peut citer spécialement les concours de pronostics sur les courses cyclistes".

Malgré la généralité des termes employés, il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat par les fonctionnaires délégués, que le Gouvernement n'a pas l'intention de majorer les taxes dues sur les paris concernant les courses de chevaux. La portée du projet devrait être précisée sur ce point.

.../...

La première des modifications que l'article 8 tend à apporter à l'article 4, § 1er, de la loi du 17 août 1948, n'aurait d'autre but, selon les fonctionnaires délégués, que de préciser la référence de manière à ce qu'elle vise non pas le texte originaire de la loi du 27 décembre 1938, mais ce même texte tel qu'il apparaît après les modifications y apportées par la loi du 12 mars 1954 et par la loi issue du projet.

Ce texte appelle trois observations :

1. L'expression "doivent s'entendre ..." semble indiquer que le projet aurait un effet interprétatif, donc rétroactif. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

2. La finale : "modifiée ... par les articles 6 et 7 de la présente loi" n'aurait pas de sens si le texte devait être inséré dans la loi de 1948.

3. L'article 4 de la loi du 17 août 1948 impose sur chacun des prix attribués une taxe qui ne préjudicie en rien à l'application de la taxe sur les enjeux, prévue à l'article 89 de la loi du 28 août 1921, ni à sa majoration, ni à l'application de la taxe sur le montant brut des prix que l'article 1er de la loi du 27 décembre 1938 organise. Or, il est de l'essence même d'une taxe fiscale de varier selon les besoins du Trésor ou les nécessités économiques. Il est, dès lors, raisonnable d'admettre que les références faites aux taxes prélevées sur les enjeux et l'ensemble des

prix, valent à l'égard de ces taxes en tenant compte des modifications qu'elles seraient appelées à subir, sans qu'il soit besoin de compléter les références actuelles par l'indication des textes modificatifs.

L'article 8, 1, du projet pourrait donc être abandonné.

En conséquence, il est proposé de réunir en deux articles les cinq premiers articles de la section II du projet (articles 6 à 10). Cette fusion entraînerait une modification de la numérotation des articles suivants et des références contenues dans l'article 11.

Les textes ci-dessous présentés comportent, en outre, des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

"Article 6.-

L'article 1er de la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris, en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football, modifié par la loi du 12 mars 1954, est modifié comme suit :

.../...

1. Au § 1er, les mots : "à l'occasion de pronostics sur les matches de football" sont remplacés par les mots : "dans les concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, autres que les courses de chevaux".

2. Il est inséré un § 1er bis rédigé comme suit :

"§ 1er bis. A titre d'additionnels extraordinaires au profit exclusif de l'Etat, il est ajouté 12 p.c. aux taux de la taxe sur les jeux et paris qui, en vertu de l'article 89 de la loi du 28 août 1921, atteint les sommes engagées dans les concours de paris autres que sur les résultats d'épreuves sportives et dans les concours qui font appel aux connaissances et aptitudes du participant, notamment en matière linguistique, historique, géographique ou artistique".

3. Au § 2, les mots : "à l'occasion des pronostics visés au § 1er" sont remplacés par : "à l'occasion des concours visés aux §§ 1er et 1er bis".

4. Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les provinces et les communes ne peuvent, sous quelque forme que ce soit, établir des impositions frappant les sommes engagées, les prix ou les récompenses ressortissant à tous les concours de paris, ainsi qu'aux concours qui font appel aux connaissances et aptitudes du participant, notamment en matière linguistique, historique, géographique ou artistique".

.../...

Article 7.-

A l'article 4, § 1er, de la loi du 17 août 1948 modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs, les mots : "à l'occasion de pronostics sur les matches de football" sont remplacés par les mots : "à l'occasion des concours de paris autres que sur les courses de chevaux et des concours qui font appel aux connaissances et aptitudes du participant, notamment en matière linguistique, historique, géographique ou artistique".

Section III. - Droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de timbre.

L'article 13 modifie le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Il tient compte, notamment en citant les articles 122^{1} et 122^{2}, des modifications qui seront apportées à ce Code par le projet de loi déjà voté au Sénat et actuellement inscrit à l'ordre du jour de la Chambre des Représentants (D.P., Chambre, session 1957-1958, n° 929/1).

Cette section, ainsi que la section IV, n'appellent pas d'observation.

Het opschrift kondigt de voorzieningen van het ontwerp aan in de omgekeerde volgorde waarin zij zijn behandeld. Het ware zo om te werken, dat het overeenstemt met de vier afdelingen van de tekst. Bovendien zou het beter moeten aansluiten op de inhoud van de ontworpen wet, die in hoofdzaak strekt tot wijziging van het bedrag der belastingen, veeleer dan tot aanpassing van de regelen ter zake van berekening van- of aanslag in die belastingen.

De Raad van State stelt dan ook het volgende opschrift voor :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de verkeersbelasting op autovoertuigen, van de belasting op spelen en weddenschappen, van registratie-, hypotheek-, griffie- en zegelrechten, en van het Wetboek der successierechten".

\+

\+ +

Afdeling 1. - Verkeersbelasting op autovoertuigen.

Artikel 3 van het ontwerp vult artikel 6 van de gecoördineerde wetten aan met de bepaling dat "de waarde van het voertuig in nieuwe staat gelijk is aan de prijs van het voertuig in nieuwe staat, aange-

.../...

nomen of vatbaar om aangenomen te worden als basis voor de heffing der weeldetaks gevestigd door het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes".

De woorden "vatbaar om aangenomen te worden" zijn hierdoor te verklaren dat sommige voertuigen van weeldetaks vrijgesteld zijn, maar aan de verkeersbelasting onderworpen blijven. Alle voertuigen hebben echter een zogenaamde "catalogusprijs" die door de fabrikant wordt vastgesteld. Dit abstract gegeven is voldoende om aan elk voertuig een als basis voor de heffing der weeldetaks geldende prijs toe te kennen. Het woord "vatbaar" zou maar verantwoord zijn als de heffing der verkeersbelasting afhing van de heffing der weeldetaks. Nu dit niet zo is, kunnen de woorden "vatbaar om aangenomen te worden" zonder bezwaar worden geschrapt.

In artikel 4 van het ontwerp wekt de tweede volzin van de nieuwe tekst bij een eerste lezing de indruk, dat de belasting 2 t.h.bedraagt voor voertuigen waarvan de motor met stookolie wordt aangedreven. De memorie van toelichting legt uit, dat de eventueel op 2 t.h. berekende belasting nog zal worden verdubbeld overeenkomstig artikel 16.

Deze bijzonderheid kan gevoeglijk in de tekst zelf worden opgenomen.

.../...

Voor de artikelen van afdeling I van het ontwerp, waarin ook vormwijzigingen nodig zijn, wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 1.-

In artikel 3, § 1, 2°, tweede lid, en in de artikelen 16 en 22 van de op 10 april 1951 gecoördineerde en bij de wet van 24 december 1957 gewijzigde wetten betreffende de verkeersbelasting op autovoertuigen, worden de woorden "60 t.h." vervangen door "100 t.h.".

Artikel 2.-

Artikel 5, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De belasting is, naar gelang van het geval, verschuldigd volgens de kracht van de motor, de cylinderinhoud, het gewicht van het voertuig of de waarde ervan in nieuwe staat".

Artikel 3.-

Artikel 6 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"De waarde van het voertuig in nieuwe staat is gelijk aan de prijs die aangenomen is als grondslag voor het heffen van de door het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes ingevoerde weeldetaks.

Wanneer de prijs in nieuwe staat van een type van voertuig in de loop van het jaar wijzigingen heeft ondergaan, wordt alleen de op 1 januari geldende prijs in aanmerking genomen".

Artikel 4.-

Artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt als volgt gewijzigd :

1° De tekst onder A wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor voertuigen waarvan de waarde in nieuwe staat hoger is dan 125.000 frank mag de belasting echter niet lager zijn dan 2,5 t.h. van deze waarde. Onverminderd de toepassing van artikel 16 wordt dit percentage voor de in dat artikel bedoelde voertuigen tot 2 t.h. verminderd. Dit lid vindt geen toepassing op voertuigen die de in artikel 10 bepaalde vermindering genieten".

2° In de tekst onder B en C worden de woorden "littera A hierboven" vervangen door de woorden "het eerste en tweede lid van A ".

.../...

Artikel 5.-

De artikelen 1 tot 4 zijn van 1 januari 1959 af toepasselijk".

Afdeling II.- Belasting op het spel en de weddenschappen.

Benevens de twee artikelen betreffende de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen en een machtiging tot coördinatie, bevat afdeling II vijf artikelen, waarvan er vier sommige wetten betreffende de belasting op spelen en weddenschappen uitdrukkelijk wijzigen, terwijl het vijfde (artikel 9) er als zelfstandige bepaling los tussen in staat.

Dit artikel 9 bestaat uit twee genummerde leden, waarvan het eerste een voor de hand liggende plaats kan vinden als paragraaf 1bis in artikel 1 van de wet van 27 december 1938, terwijl het tweede, dat naar artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1938 en naar artikel 4, § 1, van de wet van 17 augustus 1948 verwijst, in die beide bepalingen kan worden ingevoegd.

Op die manier zou het ontwerp ingekort en de coördinatie vergemakkelijkt worden.

De artikelen 6, 7 en 10 wijzigen artikel 1 van de wet van 27 december 1938 ; er kan één artikel van worden gemaakt.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp vervangt in artikel 1, § 1, van de wet van 27 december 1938 de woorden "ter gelegenheid van voetbalpools" door de woorden "ter gelegenheid van wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen". De memorie van toelichting zegt, dat op die wijze het fiscaal regime toepasselijk wordt "op alle wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen, waaronder inzonderheid de pronostiekwedstrijden op de velokoersen kunnen worden vernoemd".

Hoe algemeen de bepaling ook gesteld is, volgens hetgeen de gemachtigde ambtenaren aan de Raad van State hebben medegedeeld, zou de Regering niet voornemens zijn, de op weddenschappen op paardenwedrennen geheven belastingen te verhogen. Op dit punt zou de strekking van het ontwerp moeten worden verduidelijkt.

Volgens de gemachtigde ambtenaren strekt de eerste van de wijzigingen welke artikel 8 voor artikel 4, § 1, van de wet van 17 augustus 1948 ontwerpt, alleen tot verduidelijking van de verwijzing zodat deze niet slaat op de oorspronkelijke tekst van de wet van 27 december 1938, maar op diezelfde tekst zoals hij er uitziet na de wijzigingen ingevolge de wet van 12 maart 1954 en ingevolge de hier in ontwerp onderzochte tekst.

.../...

Bij deze tekst zijn drie opmerkingen te maken:

1. De woorden "verstaan worden ..." schijnen er op te wijzen dat het ontwerp interpretatieve, dus terugwerkende kracht heeft. Naar aan de Raad van State werd medegedeeld, is dit niet de bedoeling van de Regering.

2. Het slot : "gewijzigd ... bij de artikelen F en G van onderhavige wet" zou geen zin hebben als de tekst in de wet van 1948 werd ingevoegd.

3. Artikel 4 van de wet van 17 augustus 1948 onderwerpt elke toegekende prijs aan een belasting die geen afbreuk doet aan de heffing van de in artikel 89 van de wet van 28 augustus 1921 bedoelde belasting op de inleggelden, noch aan de verhoging van die belasting, noch aan de heffing van de bij artikel 1 van de wet van 27 december 1938 ingevoerde belasting op het bruto-bedrag der prijzen. Het behoort echter tot het wezen zelf van een fiscaal recht, dat het bedrag ervan wisselt naar gelang van de behoeften van de Schatkist of van de economie. Redelijkerwijze kan dus worden aangenomen, dat de verwijzingen naar de op inleggelden en op het geheel der prijzen geheven belastingen, ten aanzien van die belastingen gelden met inachtneming van de wijzigingen welke zij mochten ondergaan, zonder dat de huidige verwijzingen hoeven te worden aangevuld met de opgave van de wijzigende teksten.

.../...

Artikel 8, 1, van het ontwerp zou dus kunnen vervallen.

Derhalve wordt voorgesteld de eerste vijf artikelen van afdeling II van het ontwerp (artikelen 6 tot 10) in twee artikelen samen te brengen. Dit maakt vernummering van de volgende artikelen en van de verwijzingen in artikel 11 noodzakelijk.

De hierna voorgestelde teksten bevatten ook vormwijzigingen, die echter geen commentaar behoeven.

"Artikel 6.-

Artikel 1 van de wet van 27 december 1938 houdende verhoging van de belasting op de spelen en weddenschappen wat betreft de sommen ingezet naar aanleiding van pronostieken op voetbalmatches, gewijzigd bij de wet van 12 maart 1954, wordt gewijzigd als volgt :

.../...

1. In § 1 worden de woorden "van de ter gelegenheid van voetbalpools ingezette bedragen worden geheven" vervangen door de woorden "worden geheven op bedragen, ingezet bij wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen, paardenwedrennen uitgezonderd".

2. Een § 1bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1bis. Als buitengewone opcentimes uitsluitend ten bate van de Staat wordt 12 t.h. toegevoegd aan de percentages van de belasting op spelen en weddenschappen, welke krachtens artikel 89 van de wet van 28 augustus 1921 wordt geheven op bedragen ingezet bij wedstrijden van andere weddenschappen dan weddenschappen op sportuitslagen en bij wedstrijden waarin een beroep wordt gedaan op de onderlegdheid en de aanleg van de deelnemer inzonderheid op taalkundig, geschiedkundig, aardrijkskundig of artistiek gebied".

3. In § 2 worden de woorden "naar aanleiding van de bij de eerste paragraaf bedoelde pronostieken" vervangen door de woorden "ter gelegenheid van wedstrijden als bedoeld in de §§ 1 en 1bis".

4. Paragraaf 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. Provinciën en gemeenten mogen generlei belasting heffen op inleggelden, prijzen of beloningen van enige wedstrijd van weddenschappen of van wedstrijden waarin een beroep wordt gedaan op de onderlegdheid en de aanleg van de deelnemer, inzonderheid op taalkundig, geschiedkundig, aardrijkskundig of artistiek gebied".

.../...

Artikel 7.-

In artikel 4, § 1,van de wet van 17 augustus 1948 houdende wijziging van de wetgeving inzake de met de directe belastingen gelijkgestelde taxes worden de woorden "ter gelegenheid van pronostieken op de voetbalwedstrijden" vervangen door de woorden:"ter gelegenheid van wedstrijden van weddenschappen, weddenschappen op paardenrennen uitgezonderd, en van wedstrijden waarin een beroep wordt gedaan op de onderlegdheid en de aanleg van de deelnemer, inzonderheid op taalkundig, geschiedkundig, aardrijkskundig of artistiek gebied".

Afdeling III. - Registratie-, hypotheek-, griffie- en zegelrecht.

Artikel 13 wijzigt het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. Het houdt rekening, met name waar het de artikelen 122^1 en 122^2 vermeldt, met de wijzigingen die in dit Wetboek zullen worden aangebracht door het ontwerp van wet dat in de Senaat reeds is goedgekeurd en op de agenda van de Kamer der Volksvertegenwoordigers staat (P. Doc. Kamer, zitting 1957-1958, nr 929/1).

Bij deze afdeling en bij afdeling IV zijn geen opmerkingen te maken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,

P. ANSIAUX,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.